2
bureaux
coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 18 mai 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur",

et, le 23 juin 1953, sur des amendements à ce projet,

a donné le 30 juin 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 18e Mei 1953 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel",

en, de 23e Juni 1953, over amendementen bij dat ontwerp,

heeft de 30e Juni 1953 het volgend advies gegeven :

I.

Le texte de l'article 5 du projet a amené le Conseil d'Etat à examiner si l'article 9, § 4, de la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative est applicable aux services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères. Cette disposition porte que pour les administrations centrales de l'Etat, il sera observé un juste équilibre dans le nombre des emplois réservés aux candidats de chaque groupe linguistique.

Le Gouvernement considère que ces services ne sont pas compris dans les administrations centrales visées par cette disposition. Le Conseil d'Etat est d'avis, au contraire, que, conformément à l'intention du législateur telle qu'elle se révèle à l'étude des travaux préparatoires de la loi de 1932, cette loi doit s'appliquer aux services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères dans la mesure compatible avec les besoins du service.

C'est dès lors dans ce sens qu'il convient d'interpréter l'article 5 du projet lorsqu'il confère au Ministre le soin de déterminer le nombre d'emplois à réserver aux candidats qui subissent les épreuves en français ou en néerlandais.

II.

L'article 18 du projet prévoit que les agents des services extérieurs qui n'auraient pas été promus à la 3ème classe après dix-huit années de service, peuvent être placés en instance de

.../...

réaffectation aux conditions visées à l'article 3, 1°, de l'arrêté royal du 27 janvier 1953 relatif à la réaffectation des agents de l'Etat.

Si cette disposition a pour but de rendre applicable aux agents des services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur l'arrêté royal du 27 janvier 1953, elle est inutile puisque l'arrêté précité s'applique à tous les agents de l'Etat.

Si cet article a pour but de permettre d'exclure du service actif des agents qui dans des services extérieurs se sont révélés insuffisants, il ne peut se référer à un arrêté qui n'a pas en vue de cas semblable. Si telle était l'intention du Gouvernement, il suffirait de faire application aux cas d'espèce des règles relatives à la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service.

III.

L'article 25 du projet prévoit que les agents des services extérieurs sont tenus de demander au Ministre l'autorisation de se marier, et donne au Ministre le pouvoir de refuser ladite autorisation dans le cas où la future épouse ne possède pas les qualités requises pour seconder son mari dans l'accomplissement de ses obligations sociales.

La faculté de contracter mariage avec l'époux ou l'épouse de son choix est, pour tout citoyen belge, un droit civil inhérent à sa personne; le pouvoir du Roi ne peut en l'espèce se fonder sur l'article 66,

.../...

alinéa 2, de la Constitution; si le Roi puise dans cette disposition constitutionnelle le pouvoir de soumettre les agents de l'Etat à des obligations particulières propres à la fonction qu'ils occupent dans l'Etat. Ce pouvoir ne peut avoir pour effet d'interdire préventivement l'exercice d'un droit civil. Il s'ensuit que seule la loi peut conférer au Roi un tel pouvoir.

Cette observation vaut également pour l'article 52.

\+

\+ +

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

ARRETE ROYAL FIXANT LE STATUT DES AGENTS DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Considérant le caractère essentiellement international de l'activité du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur;

Considérant que la plupart des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur remplissent normalement des fonctions à l'étranger;

Considérant que l'importance et la nature des fonctions exercées par les agents qui représentent le pays à l'étranger exigent de ceux-ci et même de leurs épouses des qualités particulières;

Considérant qu'en conséquence la mission dévolue aux agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur nécessite un statut particulier et qu'il y a donc lieu, en ce qui les concerne, d'adapter les dispositions du statut des agents de l'Etat aux exigences spéciales de la mission qui leur incombe;

Vu l'avis du comité départemental de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangeres et de Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

§ 1er. Les agents du Ministère des Affaires étrangeres et du Commerce extérieur sont, conformément aux dispositions qui suivent, rangés dans :

1° la carrière du service extérieur;

2° la carrière de l'administration centrale;

3° la carrière de chancellerie;

4° la carrière de secrétaire de chancellerie.

§ 2. Ces agents sont soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et aux arrêtés qui en assurent l'exécution, sous réserve des dispositions dérogatoires.

§ 3. Toutefois, ne sont pas applicables :

A. aux agents de la carrière du service extérieur :

les articles 17, 18, 19, 22, 27, 30, 33,34, 34 ter, 46, 47, 56 à 62, 71 à 75 et 78 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat;

l'arrêté royal du 7 août 1939 déterminant les diplômes et certificats d'études requis des candidats aux fonctions de l'Etat;

l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, sauf les articles 17 à 21;

B. aux agents de la carrière de chancellerie et de la carrière de secrétaire de chancellerie :

les articles 17,18,19,22,27, 30, 33, 34, 34 ter, 46, 47, 56 à 62, 71 à 75 et 78 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat;

l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, sauf les articles 17 à 21;

C. aux agents de la carrière d'administration centrale de la première catégorie :

les articles 17, 22, 27, 30, 33, 56 à 62, 72, 73 et 78 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat;

l'arrêté royal du 7 août 1939 déterminant les diplômes et certificats d'études requis des candidats aux fonctions de l'Etat;

l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, sauf les articles 17, 18, 19, 20, 21 et 23;

D. aux agents de la carrière d'administration centrale de la deuxième catégorie :

les articles 17, 22, 30, 33, 56 à 62, 72, 73 et 78 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat;

l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, sauf les articles 17, 18, 19, 20, 21 et 23;

E. aux agents de la carrière d'administration centrale de la troisième catégorie :

les articles 56 à 62 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat;

l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, sauf les articles 17, 18, 19, 20, 21 et 23;

F. aux agents de la carrière d'administration centrale de la quatrième catégorie :

l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, sauf l'article 20.

Article 2.-

Les agents des carrières du service extérieur et de chancellerie et les secrétaires de chancellerie sont tenus de remplir les fonctions qui leur sont assignées, soit à l'étranger, soit à l'administration centrale.

Les agents de l'administration centrale sont tenus de remplir les fonctions qui leur sont assignées dans cette administration et celles qui leur seraient assignées exceptionnellement à l'étranger, pour autant qu'ils les aient acceptées.

Tous les agents sont tenus à une stricte discrétion au sujet des affaires relevant de leur service. Ils ne peuvent procéder à aucune publication susceptible de mettre en cause les relations de la Belgique avec d'autres pays.

.../...

CHAPITRE 1er. - CARRIERE DU SERVICE EXTERIEUR.

Section 1ère.- Du recrutement, du stage et de l'admission définitive.

Article 3.-

... (texte du projet du Gouvernement) ....

Article 4.-

§ 1er. Les conditions d'admissibilité des candidats et candidates sont les suivantes :

1° être de nationalité belge, jouir des droits civils et politiques et, sauf exemption ou dispense, avoir accompli leur service militaire;

2° être âgé à la date de l'ouverture du concours de 22 ans au moins et de 30 ans au plus;

3° avoir été reconnu apte par le service de santé administratif;

4° être de conduite irréprochable;

.../...

5° être porteur d'un des diplômes délivrés à la fin d'études supérieures dont le programme comprend au minimum 4 années et dont la liste est reproduite à l'annexe I du présent arrêté.

§ 2. Ne sont pas admissibles :

1° les candidats dont l'épouse ne possède pas la nationalité belge;

2° ceux dont l'épouse ne possède pas les qualités personnelles requises pour seconder son mari dans l'accomplissement de ses obligations sociales;

3° les femmes mariées.

Il appartient au Ministre des Affaires étrangères de s'assurer si les candidats remplissent les conditions prévues au § 1er, 4°, et au § 2, 2°, du présent article. Le rejet de la candidature sera motivé.

Les fonctions remplies par les agents de la carrière du service extérieur sont exclues des droits de préférence accordés par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

Article 5.-

Le Ministre des Affaires étrangères détermine chaque année s'il y a lieu d'instituer un concours d'admission au stage de la carrière du service extérieur.

.../...

Il fixe le nombre total d'emplois à conférer et celui réservé aux candidats qui subissent les épreuves en langue française et ceux qui les subissent en langue néerlandaise, ainsi que, s'il le juge opportun, celui qui peut être attribué aux candidates.

Le programme du concours est établi par le Ministre des Affaires étrangères sur avis du secrétaire permanent au recrutement.

Le concours est organisé par le secrétaire permanent au recrutement, de commun accord avec le Ministre des Affaires étrangères.

Il comporte une épreuve de maturité et une épreuve écrite et orale sur des matières déterminées qui comprennent notamment la connaissance suffisante, soit du français, soit du néerlandais, selon que le candidat a choisi comme langue du concours d'admission le néerlandais ou le français, ainsi que l'histoire diplomatique et le droit des gens.

Pour satisfaire à ces épreuves, les candidats doivent obtenir les 6/10 des points dans chaque branche.

Les candidats qui n'auraient pas été classés en ordre utile à la suite d'un concours d'admission au stage devront se présenter à un concours ultérieur s'ils entendent rester candidats.

Sans préjudice des dispositions relatives à la limite d'âge, les candidats ne peuvent se présenter plus de trois fois au concours d'admission.

.../...

Ils ne pourront se représenter qu'une seule fois s'ils n'ont pas obtenu les 6/10 des points requis au premier concours.

Article 6.-

Les candidats sont admis à un stage d'une durée de deux ans à effectuer à l'administration centrale dans les limites fixées à l'article 5 et dans l'ordre de leur classement au concours d'admission.

Article 7.-

L'activité des stagiaires fait l'objet chaque semestre d'un rapport détaillé du chef de la direction du personnel, basé sur les appréciations des chefs desservices auxquels le stagiaire est ou a été attaché. Ce rapport tiendra compte notamment de l'aptitude du stagiaire et de celle de son épouse à représenter le pays à l'étranger.

Chaque rapport est communiqué au stagiaire et au conseil de direction.

Le conseil de direction peut proposer le licenciement du stagiaire moyennant un préavis de trois mois sur le vu du rapport précité.

Avant la date fixée pour l'examen d'admission définitive, le conseil de direction délibère sur l'ensemble des rapports et propose au Ministre soit de licencier le stagiaire au terme du stage, soit de l'autoriser à se présenter à l'examen d'admission définitive.

Le Ministre peut, sur proposition motivée du conseil de direction, prolonger le stage d'un quart de sa durée normale lorsque des circonstances exceptionnelles rendent cette prolongation nécessaire. Dans ce cas, la décision du Ministre doit être motivée.

Article 8.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 9.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire à la fin de l'alinéa 2 : "prévues à l'article 8, 4°" et d'ajouter un alinéa 4 ainsi rédigé :

"Les candidats qui ont réussi à la seconde épreuve sont classés après ceux qui ont satisfait à la première.".) ...

Article 10.-

... (texte du projet du Gouvernement)...

Section 2. - Hiérarchie et promotions.

Articles 11 et 12.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 13.-

Après avoir passé l'examen prévu à l'article 12, les agents sont promus à la 4ème classe à

la date d'expiration de la 3ème année de service définitif. Ils sont classés en tenant compte des facteurs suivants :

1° 10 points sont accordés par année d'études supérieures exigées pour l'obtention du diplôme mentionné à l'article 4, 5°;

2° les résultats des épreuves suivantes ramenés à une cote calculée sur un maximum de 5 points pour chacune d'elles :
concours d'admission au stage
examen d'admission définitive
examen prévu à l'article 12;

3° le signalement pour lequel est attribué une cote calculée sur 10 points.

Le Ministre pourra, en outre, accorder 5 points par diplôme supplémentaire d'études supérieures national ou étranger obtenu par l'agent.

Le classement est effectué par groupe d'agents admis à la suite du même concours d'admission au stage.

Articles 14, 15 et 16.-

... (texte du projet du Gouvernement)...

Article 17.-

Sauf application de l'article 35, alinéa 2, du Règlement organique, les agents ne peuvent être promus aux 3ème, 2ème et 1ère classes qu'en cas de vacance d'un emploi correspondant à ces classes.

.../...

S'il y a lieu à promotion, les dossiers de signalement des agents réunissant les conditions réglementaires de promotion sont examinés par le conseil de direction qui fait au Ministre des propositions basées sur la valeur des agents et sur leur aptitude à remplir l'emploi vacant.

Ces propositions sont notifiées aux agents intéressés. L'agent qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification, introduire sa réclamation devant le conseil de direction avant toute décision.

Les promotions de grade font l'objet d'un arrêté royal.

Article 18.-

Les agents qui, après 18 ans de service définitif n'ont pas été promus à la 3ème classe, peuvent, sur proposition du conseil de direction qui, à leur demande, les entendra préalablement, être mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service.

Section 3. - Signalement.

Article 19.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 20.-

Au début du mois d'octobre, tant au Ministère que dans les postes à l'étranger, l'autorité désignée à l'alinéa 3 du présent article fait un rapport sur chaque agent défini à l'article 19 et placé sous ses ordres. Des instructions ministérielles préciseront l'objet du rapport et la nature des critères.

L'autorité déchargée de ses fonctions avant le premier du mois d'octobre fait avant son départ le rapport dont il est question ci-dessus et le remet à son successeur.

L'agent visé à l'article 19 déchargé de ses fonctions avant le premier du mois d'octobre fait l'objet d'un rapport transmis par l'autorité dont il a relevé à celle dont il relèvera à l'avenir ou,si elle n'est pas désignée, au chef de la direction du personnel du Ministère.

L'autorité qui fait le rapport pour les agents adjoints à un poste à l'étranger, est le chef de poste et, pour les agents adjoints de l'administration centrale, le directeur général, qui prend avis du chef de la direction de qui relève l'agent. Ces documents sont communiqués au chef de la direction du personnel sous pli fermé avec la mention "personnel".

Article 21.-

...(texte du projet du Gouvernement,sous réserve de remplacer les lettres"a et b"par"1° et 2°", et de remplacer les mots : "au département" par : "à l'administration centrale"...

Articles 22, 23, 24.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Section 4. - Mariage -

Article 25.-

... (voir observation au début de l'avis) ...

Section 5.- Des congés et des suspensions de service

Articles 26, 27, 28, 29, 30.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 31.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de rédiger les alinéas 3 et 4 ainsi qu'il suit :

"Los agents en fonctions à l'administration centrale qui sont en congé de maladie, sont soumis au contrôle du service de santé administratif.

La durée du congé de maladie est déterminée par des arrêtés applicables aux agents de l'Etat l'Etat.)...

Section 6.- De l'activité et de la retraite.

Article 32.-

Les agents sont en activité de service notamment :

1° lorsqu'ils occupent une fonction dans un poste à l'étranger ou à l'administration centrale ou lorsqu'ils sont chargés d'une mission par le Ministre;

2° lorsqu'ils sont mis à la disposition du Roi;

3° lorsqu'ils sont mis à la disposition du Ministre des Affaires étrangères;

4° lorsqu'ils sont mis à la disposition d'un autre ministère.

Articles 33, 34, 35, 36.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Section 7.- Du régime disciplinaire.

Article 37.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de commencer par les mots : "Les peines que les agents ...).

Article 38.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de remplacer le mot :"sanctions" par le mot:"peines".

Article 39.-

A l'exception du rappel à l'ordre,les peines prévues à l'article 37 sont prononcées sur proposition motivée d'une commission disciplinaire composée des membres du Conseil de direction ou de leurs suppléants et de deux fonctionnaires choisis, avec l'agrément du Ministre, par l'agent mis en cause : ces fonctionnaires seront au moins du rang de la 3ème classe.

Article 40.-

L'intéressé est autorisé à presenter sa défense devant la commission prévue à l'article 39.

Il peut se faire assister par toute personne de son choix préalablement agréée par la commission.

Article 41.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire : "Toutes les fois que l'intérêt public ou l'intérêt du service le requiert, les agents sont tenus à l'écart ...".

CHAPITRE II. - CARRIERE D'ADMINISTRATION CENTRALE.

Article 42.-

Ne sont autorisés à se présenter aux épreuves d'admission au stage pour les fonctions de la 1ère catégorie de la carrière d'administration centrale que les candidats qui sont porteurs d'un des diplômes délivrés à la fin d'études supérieures dont le programme comprend au minimum quatre années et dont la liste est reproduite à l'annexe I du présent arrêté.

Les candidats aux épreuves d'admission au stage de la 2ème catégorie doivent être porteurs de l'un des diplômes ou certificats prévus pour l'accession à la 2ème catégorie des agents de l'Etat.

Toutefois, ne sont pas admis les porteurs d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement technique ou d'un diplôme d'architecte.

Article 43.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de diviser le premier alinéa en deux alinéas par concordance avec l'article 5) ...

Article 44.-

Les candidats sont admis à un stage d'une durée de deux ans à effectuer à l'administration centrale dans les limites fixées à l'article 43, et dans l'ordre de leur classement au concours d'admission.

Article 45.-

L'activité des stagiaires de la 1ère et de la 2ème catégories fait l'objet chaque semestre d'un rapport détaillé du chef de la Direction du personnel, basé sur les appréciations des chefs des services auxquels le stagiaire est ou a été attaché.

Chaque rapport est communiqué au stagiaire et au conseil de direction.

Le conseil de direction peut proposer le licenciement du stagiaire moyennant un préavis de trois mois sur le vu du rapport précité.

Avant la date fixée pour l'examen d'admission définitive, le conseil de direction délibère sur l'ensemble des rapports et propose au Ministre soit de licencier le stagiaire au terme du stage, soit de l'autoriser à se présenter à l'examen d'admission définitive.

Le Ministre peut, sur proposition motivée du conseil de direction, prolonger le stage d'un quart de sa durée normale lorsque des circonstances exceptionnelles rendent cette prolongation nécessaire. Dans ce cas, la décision du Ministre doit être motivée.

Article 46.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 47.-

Les agents de la 1ère catégorie de la carrière d'administration centrale sont rangés en ordre ascendant dans les six grades suivants :

- secrétaire d'administration ou chef de bureau,
- directeur,
- directeur d'administration,
- directeur général,
- secrétaire général.

Les grades de directeur général et de secrétaire général sont conférés dans les conditions énoncées à l'article 33 du règlement organique.

Les agents de la 2ème catégorie de la carrière d'administration centrale sont rangés en ordre ascendant, dans les deux grades suivants :
- rédacteur;
- sous-chef de bureau.

Les agents de la 3ème catégorie de la carrière d'administration centrale sont rangés dans les quatre grades suivants :

- dactylographe;
- sténo-dactylographe;
-sténo-dactylographe secrétaire;
- commis.

Article 48.-

Compte tenu du signalement, les secrétaires d'administration peuvent être promus au grade de directeur après 9 ans de service définitif, les chefs de bureau après 9 ans de fonction dans ce grade.

Article 49.-

Compte tenu du signalement, les directeurs d'administration sont choisis parmi les directeurs qui ont 6 ans de fonction dans ce grade.

Articles 50, 51, 52.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 53.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de remplacer le mot :"sanctions" par le mot : "peines".

CHAPITRE III. - CARRIERE DE CHANCELLERIE -

Section 1ère.- Du recrutement, du stage et de l'admission définitive.

Article 54.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 55.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de rédiger le 6° ainsi qu'il suit :

"6° être porteur d'un des diplômes ou certificats prévus pour l'accession à la 2ème catégorie des agents de l'Etat.

Toutefois, ne sont pas admis les porteurs d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement technique ou d'un diplôme d'architecte.")...

Article 56.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer les mots : "s'il le juge opportun") ...

Article 57.-

Les candidats sont admis par le Ministre à un stage d'une durée de deux ans, à effectuer à l'administration centrale, dans les limites fixées à l'article 56 et dans l'ordre de leur classement au concours.

Article 58.-

L'activité des stagiaires fait l'objet, chaque semestre, d'un rapport détaillé du chef de la direction du personnel, basé sur les appréciations des chefs des services auxquels le stagiaire est ou a été attaché. Ce rapport tiendra compte notamment de l'aptitude du stagiaire à assumer des fonctions de chancellerie à l'étranger et, s'il est marié, sur l'aptitude de sa femme à seconder son mari dans l'accomplissement de ses fonctions.

Chaque rapport est communiqué au stagiaire et au conseil de direction.

Le conseil de direction peut proposer le licenciement du stagiaire moyennant un préavis de trois mois sur le vu du rapport précité.

Avant la date fixée pour l'examen d'admission définitive, le conseil de direction délibère sur l'ensemble des rapports et propose au Ministre soit de licencier le stagiaire au terme du stage, soit de l'autoriser à se présenter à l'examen d'admission définitive.

Le Ministre peut, sur proposition motivée du conseil de direction, prolonger le stage d'un quart de sa durée normale lorsque des circonstances exceptionnelles rendent cette prolongation nécessaire. Dans ce cas, la décision du Ministre doit être motivée.

Article 59.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 60.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve d'ajouter en finale, un alinéa ainsi rédigé:

"Les candidats qui ont réussi à la seconde épreuve sont classés après ceux qui ont satisfait à la première.")...

Articles 61, 62, 63.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Section 2. - Hiérarchie et promotions. -

Article 64.-

(Les trois premiers alinéas comme au texte du projet du Gouvernement, et la suite ainsi qu'il suit :

"Après avoir passé l'examen dont il est question aux alinéas précédents, les agents sont classés en tenant compte des facteurs suivants :

1° cinq points par année d'études supérieures;

2° les résultats des épreuves suivantes ramenés à une cote calculée sur un maximum de 10 points pour chacune d'elles :
concours d'admission au stage;
examen d'admission définitive;
examen mentionné au paragraphe 1er du présent article;

3° le signalement pour lequel est attribué une cote calculée sur 10 points.

Le classement est effectué par groupes d'agents admis à la suite du même concours d'admission au stage.")...

Article 65.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de remplacer le mot "précédent" par "64")...

Article 66.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 67.-

Sauf décision contraire du Ministre, dans chaque poste à l'étranger, l'agent le plus ancien dans le grade le plus élevé est seul autorisé à porter, suivant le cas, le titre de chancelier de l'ambassade, de la légation, du consulat général ou du consulat. Les autres directeurs et chefs de bureau de chancellerie portent le titre de chancelier adjoint. Les sous-chefs de bureau de chancellerie et les rédacteurs de chancellerie portent le titre de leur grade.

Lorsqu'ils sont en fonction à l'administration centrale ces agents portent le titre des fonctions qu'ils exercent.

Section 3. - Dispositions diverses.

Article 68.-

§ 1er. Les dispositions des sections 3, 4, 5 et 7 du chapitre 1er relatif aux agents de la carrière du service extérieur, ainsi que celles des articles 32 et 36, sont applicables aux agents de la carrière de chancellerie.

S'il y a lieu à promotion, les dossiers de signalement des agents réunissant les conditions réglementaires de promotion sont examinés par le conseil de direction qui fait au Ministre des propositions basées sur la valeur des agents et leur aptitude à remplir l'emploi vacant.

Ces propositions sont notifiées aux agents intéressés. L'agent qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification, introduire sa réclamation devant le conseil de direction avant

§ 2. Les agents de la carrière de chancellerie sont mis d'office à la retraite à l'âge de 65 ans.

Toutefois, ils peuvent être maintenus en activité au delà du 1er du mois qui suit celui au cours duquel ils ont atteint l'âge de 65 ans, pendant une période maximum de six mois, lorsque, pour des raisons impérieuses de service indépendantes de leur volonté, il leur aura été impossible de prendre leur congé de poste.

CHAPITRE IV. - CARRIERE DE SECRETAIRE DE CHANCELLERIE

Article 69.-

Pour être admises dans la carrière de secrétaire de chancellerie, les candidates doivent répondre aux conditions suivantes :

1° satisfaire aux conditions d'admissibilité prévues à l'article 55, 2° à 6°;

2° subir avec succès l'épreuve d'admission au stage prescrite à l'article 56;

3° avoir accompli un stage conformément aux dispositions des articles 57 et 58;

4° avoir passé l'examen d'admission définitive régi par l'article 59.

Article 70.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 71.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer les mots : "s'il le juge opportun")...

Article 72.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 73.-

Les dispositions des sections 3, 5 et 7 du chapitre 1er relatif aux agents de la carrière du service extérieur, ainsi que celles de l'article 32 et de l'article 68, § 2, sont applicables aux secrétaires de chancellerie.

Avant d'entrer en fonction, les secrétaires de chancellerie prêtent, entre les mains du Ministre, le serment prévu par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

CHAPITRE 5. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 74.-

Les agents de la carrière du service extérieur sont classés conformément à l'article 11, compte tenu de leur ancien grade et conformément au tableau figurant à l'annexe II du présent arrêté. Ils conservent leur ancienneté de grade.

Article 75.-

Les commis de l'ancienne carrière de chancellerie conservent leur grade jusqu'à la date de

.../...

leur promotion éventuelle au grade de rédacteur de chancellerie, conformément à l'article 16, dernier alinéa de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Article 76.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 77.-

Les agents féminins, sténo-dactylographes, sténo-dactylographes secrétaires et rédacteurs comptant, à la date de l'entrée en vigueur du présent statut, 10 ans de bons services, peuvent, indépendamment des diplômes qu'elles possèdent, être admises au concours de recrutement des secrétaires de chancellerie.

Article 78.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 79.-

Par dérogation à l'article 15, les agents de la 3ème classe entrés en fonction avant le 1er janvier 1947, ayant accompli trois ans au moins de service à l'administration centrale (durée du stage non comprise) avant l'entrée en vigueur du présent statut et comptant six ans de ce grade, peuvent être promus à la 2ème classe.

.../...

Article 80.-

Les agents de la carrière d'administration centrale versés antérieurement dans les carrières du service extérieur et de chancellerie peuvent, à leur demande, être transférés dans leur carrière d'origine avec le traitement dont ils bénéficient.

Article 81.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 82.-

L'arrêté du Régent du 15 octobre 1946 fixant le règlement des services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur est abrogé.

Article 83.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 84.-

Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Ministre du Commerce extérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères,

Le Ministre du Commerce extérieur,

I.

De tekst van artikel 5 van het ontwerp is voor de Raad van State aanleiding geweest om na te gaan of artikel 9, § 4, der wet van 28 Juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken van toepassing is op de buitenlandse diensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken. Volgens die bepaling zal voor de hoofdbesturen van de Staat een passend evenwicht worden in acht genomen bij het vaststellen van het getal der betrekkingen die aan de candidaten van elke taalgroep worden voorbehouden.

Naar het oordeel der Regering, zijn die diensten niet begrepen in de hoofdbesturen welke die bepaling op het oog heeft. Volgens de Raad van State daarentegen moet die wet, overeenkomstig de bedoeling van de wetgever zoals die uit de parlementaire voorbereiding der wet van 1932 naar voren treedt, wel op de buitenlandse diensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken worden toegepast, voor zover als met de behoeften van de dienst verenigbaar is.

In die zin moet dan ook artikel 5 van het ontwerp worden uitgelegd, wanneer het de Minister de zorg overlaat te bepalen hoeveel betrekkingen onderscheidenlijk zijn voor te behouden aan de candidaten die de examens in het Nederlands of in het Frans afleggen.

.../...

II.

Volgens artikel 18 van het ontwerp kunnen de personeelsleden der buitenlandse diensten, die na achttien jaar dienst niet tot de 3de klasse mochten bevorderd zijn, in instantie van wedertewerkstelling worden geplaatst onder de voorwaarden als gesteld in artikel 3, 1°, van het koninklijk besluit van 27 Januari 1953 betreffende de wedertewerkstelling van het Rijkspersoneel.

Wil die bepaling het koninklijk besluit van 27 Januari 1953 van toepassing maken op het personeel der buitenlandse diensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, dan is zij overbodig, daar voornoemd besluit op alle leden van het Rijkspersoneel van toepassing is.

Wil dat artikel het mogelijk maken personeelsleden, die voor hun taak in buitenlandse diensten blijkbaar niet berekend zijn, uit de actieve dienst te sluiten, dan mag het niet verwijzen naar een besluit dat zodanig geval niet heeft beoogd. Mocht de Regering die bedoeling hebben, dan kan volstaan worden met op de hier bedoelde gevallen de regelen inzake terbeschikkingstelling bij ambtsontheffing in het belang van de dienst toe te passen.

III.

Artikel 25 van het ontwerp bepaalt dat de ambtenaren der buitenlandse diensten aan de Minister machtiging moeten vragen om in het huwelijk te treden

.../...

en verleent de Minister de macht tot het weigeren van die machtiging ingeval de toekomstige echtgenote niet de vereiste hoedanigheden bezit om haar man in het vervullen van zijn sociale verplichtingen bij te staan.

Voor ieder Belgisch staatsburger is het aangaan van een huwelijk met de echtgenoot of echtgenote naar eigen keuze een burgerlijk recht dat aan zijn persoon inhaerent is; artikel 66, tweede lid, der Grondwet kan terzake geen grond zijn voor 's Konings macht; wel verleent die bepaling der Grondwet de Koning de macht om de leden van het Rijkspersoneel bijzondere verplichtingen op te leggen die speciaal voor het door hem in de Staat waargenomen ambt gelden, maar die macht kan niet ten gevolge hebben het uitoefenen van een burgerlijk recht preventief te verbieden. Daaruit volgt dat zodanige macht alleen bij de wet aan de Koning kan worden verleend.

Ook voor artikel 52 geldt die opmerking.

\+

\+ \+

Verder stelt de Raad van State voor, in het ontwerp vormwijzigingen aan te brengen die in de hierna volgende tekst zijn opgenomen :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN HET STATUUT DER PERSONEELSLEDEN VAN HET MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet ;

Overwegende dat de werkzaamheid van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel een essentieel internationaal karakter heeft ;

Overwegende dat de meeste personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel normaal een ambt in het buitenland uitoefenen ;

Overwegende dat de personeelsleden die het land in het buitenland vertegenwoordigen en zelfs hun echtgenoten, wegens de belangrijkheid en de aard van de door die personeelsleden uitgeoefende functies, bijzondere eigenschappen moeten hebben ;

Overwegende dat de taak door de personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel te vervullen bijgevolg een bijzonder statuut noodzakelijk maakt en er dus, wat hen betreft, redenen zijn tot aanpassing van de regelen van het statuut van het Rijkspersoneel aan de bijzondere eisen der hun opgedragen taak ;

.../...

Gelet op het advies van de departementale syndicale raad van advies ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en van Onze Minister van Buitenlandse Handel en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

§ 1.De personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel worden overeenkomstig de navolgende bepalingen ingedeeld onder :

1° de carrière buitenlandse dienst ;

2° de carrière hoofdbestuur ;

3° de kanselarij-carrière ;

4° de carrière kanselarij-secretaresse.

§ 2. Deze personeelsleden vallen onder de gelding van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel en van de besluiten waarbij de regelen van dat besluit worden uitgevoerd, onder voorbehoud van de afwijkende bepalingen.

.../...

§ 3. Echter zijn niet van toepassing :

A. op de personeelsleden der carrière buitenlandse dienst :

de artikelen 17, 18, 19, 22, 27, 30, 33, 34, 34 ter, 46, 47, 56 tot 62, 71 tot 75 en 78. van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel ;

het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 tot vaststelling van de diploma's en de getuigschriften van genoten onderwijs vereist van de candidaten voor een Rijksbetrekking ;

het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel, behalve de artikelen 17 tot 21 ;

B. op de personeelsleden der kanselarij-carrière en der carrière van kanselarij-secretaresse :

de artikelen 17, 18, 19, 22, 27, 30, 33, 34, 34 ter, 46, 47, 56 tot 62, 71 tot 75 en 78 van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel ;

het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel, behalve de artikelen 17 tot 21 ;

C. op de personeelsleden van eerste categorie in de carrière hoofdbestuur :

.../...

de artikelen 17, 22, 27, 30, 33, 56 tot 62, 72, 73 en 78 van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel ;

het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 tot vaststelling van de diploma's en de getuigschriften van genoten onderwijs vereist van de candidaten voor een Rijksbetrekking ;

het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel, behalve de artikelen 17, 18, 19, 20, 21 en 23 ;

D. op de personeelsleden van tweede categorie in de carrière hoofdbestuur :

de artikelen 17, 22, 30, 33, 56 tot 62, 72, 73 en 78 van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel ;

het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel, behalve de artikelen 17, 18, 19, 20, 21 en 23 ;

E. op de personeelsleden van derde categorie in de carrière hoofdbestuur :

de artikelen 56 tot 62 van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel ;

het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel, behalve de artikelen 17, 18, 19, 20, 21 en 23 ;

.../...

F. op de personeelsleden van vierde categorie in de carrière hoofdbestuur :

het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel, behalve artikel 20.

Artikel 2.-

De personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst en van de kanselarij-carrière en de kanselarij-secretaressen zijn gehouden de functies te vervullen die hun hetzij in het buitenland, hetzij bij het hoofdbestuur toegewezen worden.

De personeelsleden van het hoofdbestuur zijn gehouden de functies te vervullen die hun bij dit bestuur toegewezen worden, alsmede die welke hun uitzonderlijk in het buitenland mochten worden toegewezen, voor zover zij die hebben aanvaard.

Van alle personeelsleden wordt volstrekte discretie gevergd wat betreft de zaken die onder hun dienst ressorteren. Zij mogen niets publiceren dat de betrekkingen tussen België en andere landen in het gedrang zou kunnen brengen.

HOOFDSTUK I. - CARRIERE BUITENLANDSE DIENST.

Afdeling 1.- Werving, proeftijd en toelating in vaste dienst.

Artikel 3.-

Om tot de carrière buitenlandse dienst te worden toegelaten, moet de candidaat voldoen aan de

.../...

in artikel 4 gestelde toelatingsvereisten, met goed gevolg het bij artikel 5 voorgeschreven toelatingsexamen hebben afgelegd, een proeftijd hebben doorgemaakt overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 6 en 7, en geslaagd zijn voor het examen voor toelating in vaste dienst dat bij de artikelen 8 en 9 wordt geregeld.

Artikel 4.-

§ 1. De voorwaarden inzake toelating van de mannelijke en vrouwelijke candidaten zijn de navolgende:

1° de Belgische nationaliteit bezitten, de burgerlijke en politieke rechten genieten en, behoudens vrijstelling of vrijlating, de militaire dienst hebben volbracht ;

2° op de datum waarop het vergelijkend examen wordt opengesteld, ten minste 22 jaar en ten hoogste 30 jaar oud zijn ;

3° door de administratieve gezondheidsdienst geschikt verklaard zijn ;

4° van onberispelijk gedrag zijn ;

5° houder zijn van een der diploma's uitgereikt na voltooiïng van hogere studiën waarvan het programma ten minste vier jaar bedraagt en waarvan de lijst in bijlage I bij dit besluit is opgenomen.

.../...

§ 2. Worden niet toegelaten :

1° de candidaten wier echtgenote de Belgische nationaliteit niet bezit ;

2° de candidaten wier echtgenote niet de vereiste persoonlijke hoedanigheden bezit om haar echtgenoot bij te staan in het vervullen van zijn sociale verplichtingen;

3° de gehuwde vrouwen.

Het is zaak van de Minister van Buitenlandse Zaken zich er van te vergewissen of de candidaten voldoen aan de eisen in § 1, 4°, en § 2, 2°, van dit artikel gesteld. Het verwerpen der candidatuur dient met redenen omkleed te zijn.

De functies, vervuld door de ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst, zijn uitgesloten van de voorkeurrechten verleend door de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947.

Artikel 5.-

De Minister van Buitenlandse Zaken bepaalt elk jaar of er redenen zijn om een vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd in de carrière buitenlandse dienst in te richten.

Hij stelt het totaal getal der te begeven betrekkingen vast en het getal der betrekkingen die voorbehouden zijn voor de candidaten die de examens in het Nederlands en voor degenen die ze in het Frans afleggen, alsmede, zo hij het gepast acht, het getal der betrekkingen welke aan vrouwelijke candidaten mogen toegekend worden.

.../...

Het programma van het vergelijkend examen wordt door de Minister van Buitenlandse Zaken op advies van de vaste wervingssecretaris vastgesteld.

Het vergelijkend examen wordt door de vaste wervingssecretaris in gemeen overleg met de Minister van Buitenlandse Zaken ingericht.

Het behelst een maturiteitsexamen en een schriftelijk en mondeling examen over bepaalde vakken die, onder andere, dienen te omvatten een voldoende kennis van het Frans of van het Nederlands naargelang de candidaat het Nederlands of het Frans als taal voor het toelatingsexamen heeft gekozen, alsmede de geschiedenis der diplomatie en het volkenrecht.

Om voor deze examens te slagen, moeten de candidaten voor elk vak 6/10 van de punten behalen.

De candidaten die in een vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd niet gunstig gerangschikt zijn, dienen aan een later vergelijkend examen deel te nemen, indien zij candidaat willen blijven.

Onverminderd de bepalingen betreffende de leeftijdsgrens, mogen de candidaten niet meer dan driemaal aan een vergelijkend toelatingsexamen deelnemen.

Zij mogen slechts éénmaal opnieuw deelnemen, indien zij bij het eerste vergelijkend examen niet de vereiste 6/10 der punten behaald hebben.

.../...

Artikel 6.-

De candidaten worden, binnen de perken in artikel 5 gesteld en in de volgorde van hun rangschikking bij het vergelijkend examen, voor toelating tot een in het hoofdbestuur door te maken proeftijd van twee jaar toegelaten.

Artikel 7.-

Over de werkzaamheid van de stagiaires wordt door het hoofd van de directie "Personeel" elk semester een omstandig verslag uitgebracht, gegrond op de beoordelingen van de hoofden der diensten waaraan de stagiaire verbonden is of geweest is. In dat verslag wordt onder meer rekening gehouden met de geschiktheid van de stagiaire en van zijn echtgenote om het land in het buitenland te vertegenwoordigen.

Elk verslag wordt aan de stagiaire en aan de directieraad medegedeeld.

De directieraad kan, op zicht van voornoemd verslag, de afdanking van de stagiaire, met een opzeggingstermijn van drie maanden, voorstellen.

Vóór de datum waarop het examen voor toelating in vaste dienst is gesteld, beraadslaagt de directieraad over de gezamenlijke verslagen en stelt hij aan de Minister voor, de stagiaire op het einde van de proeftijd af te danken of hem aan het examen voor toelating in vaste dienst te laten deelnemen.

.../...

Op gemotiveerd voorstel van de directieraad kan de Minister de proeftijd met een vierde van zijn normale duur verlengen, wanneer uitzonderlijke omstandigheden die verlenging noodzakelijk maken. In zodanig geval moet de beslissing van de Minister met redenen omkleed zijn.

Artikel 8.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 9.-

De candidaten die in elk vak van dit examen 6/10 der punten behalen, worden op het einde van de proeftijd, bij koninklijk besluit, definitief benoemd in de vijfde administratieve klasse.

Zij worden gerangschikt volgens het gemiddelde der punten, behaald in het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd en in het examen voor toelating in vaste dienst, met uitzondering van de in artikel 8, 4°, genoemde stof.

De niet geslaagde candidaten mogen zich drie maanden na de kennisgeving van de uitslag een tweede maal aanmelden; wanneer zij dan opnieuw mislukken, hebben zij recht op een opzeggingstermijn van drie maanden te rekenen van de dag waarop van de uitslag kennis is gegeven.

De candidaten die voor het tweede examen zijn geslaagd, worden gerangschikt na degenen die in het eerste zijn geslaagd.

.../...

Artikel 10.-

Alvorens in dienst te treden, leggen de personeelsleden de eed af als bepaald bij de wet van 31 December 1851 over de consulaten en de consulaire rechtsmacht.

Deze eed wordt in handen van de Minister van Buitenlandse Zaken of, bij verhindering, in handen van zijn gemachtigde afgelegd.

Afdeling 2.- Hiërarchie en bevorderingen.

Artikel 11.-

De personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst worden gerangschikt in vijf administratieve klassen.

Artikel 12.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 13.-

Nadat de personeelsleden het in artikel 12 bedoelde examen hebben afgelegd, worden zij tot de 4de klasse bevorderd op de datum dat het 3de jaar vaste dienst verstrijkt. Zij worden gerangschikt met inachtneming van volgende factoren :

.../...

1° 10 punten worden toegekend per jaar hogere studiën als vereist voor het bekomen van het diploma waarvan sprake in artikel 4, 5° ;

2° de in de volgende examens bekomen uitslagen, herleid tot een waardecijfer dat voor elk van die examens op ten hoogste 5 punten wordt berekend :
vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd,
examen voor toelating in vast verband,
examen als bedoeld in artikel 12 ;

3° het signalement, waarvoor een op 10 punten berekend waardecijfer wordt toegekend.

De Minister kan bovendien 5 punten toekennen per bijkomend nationaal of buitenlands diploma van hogere studiën dat door het personeelslid is behaald.

De rangschikking geschiedt per groep personeelsleden die toegelaten zijn ingevolge hetzelfde vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd.

Artikelen 14, 15 en 16.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 17.-

Behoudens toepassing van artikel 35, tweede lid, van het organiek reglement, kunnen de personeelsleden eerst tot de 3e, de 2e en de 1e klasse worden bevorderd, wanneer een tot deze klassen behorende betrekking openstaat.

.../...

Is er aanleiding tot bevordering, dan worden de signalementsdossiers der personeelsleden die aan de reglementaire eisen tot bevordering voldoen, onderzocht door de directieraad, die aan de Minister voorstellen doet welke gegrond zijn op de waarde der personeelsleden en hun geschiktheid tot het waarnemen der vacante betrekking.

Van die voorstellen wordt aan de betrokken personeelsleden kennis gegeven. Het personeelslid dat zich benadeeld acht, kan binnen tien dagen na de kennisgeving zijn bezwaar bij de directieraad indienen voordat enige beslissing wordt genomen.

Bevordering tot een hogere graad wordt bij koninklijk besluit verleend.

Artikel 18.-

De personeelsleden die na 10 jaar vaste dienst niet tot de 3de klasse zijn bevorderd, kunnen, op voorstel van de directieraad, die hen op hun verzoek vooraf dient te horen, bij ambtsontheffing in het belang van de dienst ter beschikking worden gesteld.

.../...

Afdeling 3. - Signalement.

Artikel 19.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 20.-

In het begin van de maand October brengt de in het derde lid van dit artikel genoemde overheid, zowel in het Ministerie als in de buitenlandse posten, verslag uit over ieder in artikel 19 bedoeld en onder haar gezag staand personeelslid. Ministeriële onderrichtingen zullen het voorwerp van het verslag en de aard van de criteria nader omschrijven.

De overheid die vóór de eerste October van haar functies ontlast wordt, maakt vóór haar vertrek het bovenbedoelde verslag op en maakt het aan haar opvolger over.

Voor het in artikel 19 bedoeld personeelslid, dat vóór 1 October van zijn functies wordt ontlast, wordt een verslag opgemaakt, dat door de overheid waarvan het afhing overgemaakt wordt aan de overheid waarvan het in de toekomst zal afhangen, of, indien deze niet aangewezen is, aan het hoofd van de directie "Personeel" van het Ministerie.

De overheid die het verslag opmaakt voor de personeelsleden die aan een post in het buitenland verbonden zijn, is het hoofd van de post en, voor de personeelsleden die aan het hoofdbestuur verbonden zijn, de directeur-generaal, die het advies inwint

.../...

van het hoofd der directie waarvan het personeelslid afhangt. Deze stukken worden, onder gesloten omslag, met de vermelding "persoonlijk" aan het hoofd van de directie "personeel" overgemaakt.

Artikel 21.-

... (tekst van het ontwerp der Regering, mits de letters "a en b" door "1° en 2°", het woord "departement" door "hoofdbestuur" te vervangen) ...

Artikel 22.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 23.-

Deze stukken worden, in hun definitieve vorm, aan het personeelslid ter visering overgemaakt en vervolgens bij zijn beoordelingsdossier gevoegd.

Het personeelslid kan, binnen tien dagen na de ontvangst van die stukken, beroep instellen bij de raad van beroep, overeenkomstig de regelen gesteld in de artikelen 82 tot 95 van het statuut van het Rijkspersoneel en bij de artikelen 17 tot 19 van het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel.

.../...

Ingeval het personeelslid beroep instelt bij een raad van beroep, wordt zijn dossier, waarvan het kennis mag nemen, aan de raad van beroep overgemaakt met alle gegevens die de raad in staat kunnen stellen met kennis van zaken een advies uit te brengen.

Artikel 24.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Afdeling 4.- Huwelijk.

Artikel 25.-

... (zie opmerking vooraan in het advies) ...

Afdeling 5. - Verlof en dienstschorsing.

Artikelen 26, 27, 28, 29, 30.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 31.-

... (tekst van het ontwerp der Regering, mits het derde en het vierde lid als volgt te lezen :

"De personeelsleden in dienst bij het hoofdbestuur, die met ziekteverlof zijn, zijn onderworpen aan de contrôle van de administratieve gezondheidsdienst.

De duur van het ziekteverlof wordt bepaald bij besluiten die op het Rijkspersoneel van toepassing zijn.") ...

.../...

Afdeling 6. - Werkelijke dienst en pensioen.

Artikel 32.-

De personeelsleden zijn in werkelijke dienst :

1° wanneer zij een ambt bij een post in het buitenland of bij het hoofdbestuur bekleden, of wanneer de Minister hen met een zending belast;

2° wanneer zij ter beschikking van de Koning gesteld worden;

3° wanneer zij ter beschikking van de Minister van Buitenlandse Zaken gesteld worden;

4° wanneer zij ter beschikking van een ander ministerie gesteld worden.

Artikelen 33, 34, 35, 36.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Afdeling 7. - Tuchtregeling.

Artikel 37.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 38.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

.../...

Artikel 39.-

Met uitzondering van de terechtwijzing, worden de in artikel 37 genoemde straffen uitgesproken op een met redenen omkleed voorstel van een tuchtcommissie, samengesteld uit de leden van de directieraad of hun plaatsvervangers en twee ambtenaren die, met goedkeuring van de Minister, door het betrokken personeelslid gekozen worden; deze ambtenaren moeten ten minste tot de 3e klasse behoren.

Artikel 40.-

De betrokkene is gemachtigd zijn verdediging bij de in artikel 39 bedoelde commissie voor te dragen.

Hij kan zich laten bijstaan door een persoon naar zijn keuze, die vooraf door de commissie is aangenomen.

Artikel 41.-

... (tekst van het ontwerp der Regering, mits te schrijven : "Telkens als het algemeen belang ..." en, aan het einde : "van de tuchtcommissie in artikel 39 bedoeld.") ...

HOOFDSTUK II.- CARRIERE HOOFDBESTUUR.

Artikel 42.-

Aan de examens voor toelating tot de proeftijd

.../...

voor de ambten der eerste categorie van de carrière hoofdbestuur mogen slechts deelnemen de candidaten die houder zijn van een van de diploma's, uitgereikt na voltooiïng van hogere studiën waarvan het programma ten minste vier jaar bedraagt en waarvan de lijst in bijlage I van dit besluit is opgenomen.

De candidaten voor de examens voor toelating tot de proeftijd in de tweede categorie moeten houder zijn van een der diploma's of getuigschriften als vereist voor toelating tot de tweede categorie van het Rijkspersoneel.

Houders van een diploma door een inrichting voor technisch onderwijs uitgereikt of van een diploma van architect worden evenwel niet toegelaten.

Artikel 43.-

De Minister van Buitenlanse Zaken beslist elk jaar of er redenen zijn om een vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd voor de ambten in de eerste en de tweede categorie van de carrière hoofdbestuur in te richten.

Hij stelt het totaal getal der te begeven betrekkingen vast die voorbehouden zijn voor de candidaten die de examens in het Nederlands en voor degenen die ze in het Frans afleggen. Hij bepaalt eventueel het getal der betrekkingen die aan de vrouwelijke candidaten mogen toegekend worden.

.../...

Het programma der vergelijkende examens wordt door de Minister van Buitenlandse Zaken op advies van de vaste wervingssecretaris vastgesteld.

De vergelijkende examens worden door de vaste wervingssecretaris in gemeen overleg met de Minister van Buitenlandse Zaken ingericht.

Zij omvatten een maturiteitsexamen, en een schriftelijk en mondeling examen over bepaalde vakken die, onder andere, een voldoende kennis van het Frans of van het Nederlands zullen behelzen, naargelang de candidaat als voertaal voor het vergelijkend toelatingsexamen het Nederlands of het Frans heeft gekozen.

Om voor deze examens te slagen, moeten de candidaten voor elk vak 6/10 der punten behalen.

De candidaten die in een vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd niet gunstig gerangschikt zijn, moeten, om tot die proeftijd te worden toegelaten, aan een later vergelijkend examen deelnemen.

Onverminderd de bepalingen betreffende de leeftijdsgrens, mag een candidaat niet meer dan driemaal aan een vergelijkend examen deelnemen.

De candidaten die de vereiste 6/10 der punten niet behaald hebben, mogen slechts éénmaal opnieuw aan een vergelijkend examen deelnemen.

.../...

Artikel 44.-

De candidaten worden, binnen de perken in artikel 43 gesteld en in de volgorde van hun rangschikking bij het vergelijkend examen voor toelating, tot een in het hoofdbestuur door te maken proeftijd van twee jaar toegelaten.

Artikel 45.-

Over de werkzaamheid der stagiaires van de eerste en de tweede categorie wordt elk semester door het hoofd van de directie "personeel" een omstandig verslag uitgebracht, gegrond op de beoordelingen van de hoofden der diensten waaraan de stagiaire verbonden is of geweest is.

Elk verslag wordt aan de stagiaire en aan de directieraad medegedeeld.

De directieraad kan, op zicht van voornoemd verslag, de afdanking van de stagiaire, met een opzeggingstermijn van drie maanden, voorstellen.

Vóór de datum waarop het examen voor toelating in vaste dienst is gesteld, beraadslaagt de directieraad over de gezamenlijke verslagen en stelt hij aan de Minister voor, de stagiaire op het einde van de proeftijd af te danken of hem aan het examen voor toelating in vaste dienst te laten deelnemen.

Op gemotiveerd voorstel van de directieraad kan de Minister de proeftijd met een vierde van zijn

.../...

normale duur verlengen, wanneer uitzonderlijke omstandigheden deze verlenging noodzakelijk maken. In zodanig geval moet de beslissing van de Minister met redenen omkleed zijn.

Artikel 46.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 47.-

De personeelsleden der eerste categorie in de carrière hoofdbestuur worden in opgaande volgorde gerangschikt onder de volgende zes graden:

- bestuurssecretaris of bureelhoofd,
- directeur,
- directeur van bestuur,
- directeur-generaal,
- secretaris-generaal.

De graden van directeur-generaal en van secretaris-generaal worden verleend onder de voorwaarden als omschreven in artikel 33 van het organiek reglement.

De personeelsleden der tweede categorie in de carrière hoofdbestuur worden in opgaande volgorde gerangschikt onder de volgende twee graden :

- opsteller,
- onderbureelhoofd.

.../...

De personeelsleden der derde categorie in de carrière hoofdbestuur worden gerangschikt onder de volgende vier graden :

- typiste,
- steno-typiste,
- steno-typiste secretaresse,
- klerk.

Artikel 48.-

Met inachtneming van het signalement kunnen de bestuurssecretarissen na 9 jaar dienst in vast verband, de bureelhoofden na 9 jaar functie in die graad tot de graad van directeur bevorderd worden.

Artikel 49.-

Met inachtneming van het signalement worden de directeurs van bestuur onder de directeurs met 6 jaar functie in die graad gekozen.

Artikel 50.-

... om die functies uit te oefenen, of, bij gebrek aan zodanige personeelsleden, onder de bevoegde...

De titularissen ... van een vergelijkend examen door de Vaste ... Buitenlandse Zaken ingericht.

De voorwaarden inzake toelating tot de functies van archivaris en hoofdvertaler worden door ...

.../...

Artikel 51.-

De artikelen 20 tot 24 ... personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst zijn ... carrière hoofdbestuur tot en met ...

Voor ... opsteller worden de in de artikelen ... 22 bedoelde beslissingen door de secretaris-generaal genomen.

....

Artikel 52.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 53.-

De bepalingen ... betreffende de tuchtstraffen, die aan de personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst kunnen opgelegd worden, zijn ... van de carrière hoofdbestuur.

HOOFDSTUK III.- KANSELARIJ-CARRIERE.

Afdeling 1.- Werving, proeftijd en toelating in vaste dienst.

Artikel 54.-

Om tot de kanselarij-carrière te worden toegelaten, moet de candidaat voldoen aan de toelatingsvereisten als gesteld in artikel 55, met goed gevolg

.../...

het bij artikel 56 voorgeschreven examen voor toelating tot de proeftijd hebben afgelegd, een proeftijd hebben doorgemaakt overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 57 en 58 en geslaagd zijn voor het examen voor toelating in vaste dienst dat bij artikel 59 wordt geregeld.

Artikel 55.-

... (tekst van het ontwerp der Regering, mits 6° als volgt te lezen :

"6° houder zijn van een der diploma's of getuigschriften als vereist voor toelating tot de tweede categorie van het Rijkspersoneel.

Houders van een diploma door een inrichting voor technisch onderwijs uitgereikt of van een diploma van architect worden evenwel niet toegelaten.") ...

Artikel 56.-

... (tekst van het ontwerp der Regering, mits volgende wijzigingen aan te brengen :

eerste lid lezen als volgt :"De Minister ... of er redenen zijn om een ... proeftijd in te richten. Hij stelt het totaal getal der te begeven betrekkingen vast, en het getal der betrekkingen die voorbehouden zijn voor de candidaten die de examens in het Nederlands en voor degenen die ze in het Frans afleggen.";

.../...

vierde lid : de woorden "maturiteitsproef" en "schriftelijke en een mondelinge proef" onderscheidenlijk door "maturiteitsexamen" en "schriftelijk en mondeling examen" vervangen;

vijfde lid lezen als volgt :"Om voor die examens te slagen moeten de candidaten voor elk vak 6/10 der punten behalen";

zesde lid lezen als volgt : " ... niet gunstig gerangschikt zijn, moeten om tot die proeftijd te worden toegelaten ...";

zevende lid lezen als volgt : " ... leeftijdsgrens, mag een candidaat ... examen deelnemen ") ...

Artikel 57.-

De candidaten worden, binnen de perken in artikel 56 gesteld en in de volgorde van hun rangschikking bij het vergelijkend examen, door de Minister toegelaten tot een in het hoofdbestuur door te maken proeftijd van twee jaar.

Artikel 58.-

Over de werkzaamheid van de stagiaires wordt elk semester door het hoofd van de directie "personeel" een omstandig verslag uitgebracht, gegrond op de beoordelingen van de hoofden der diensten waaraan de stagiaire verbonden is of geweest is. In dat verslag wordt onder meer rekening gehouden met de geschiktheid van de stagiaire om kanselarij functies in het buitenland waar te nemen en, indien hij gehuwd is, met de

.../...

geschiktheid van zijn echtgenote om hem in het vervullen van zijn ambt bij te staan.

Elk verslag wordt aan de stagiaire en aan de directieraad medegedeeld.

De directieraad kan, op zicht van voornoemd verslag, de afdanking van de stagiaire, met een opzeggingstermijn van drie maanden, voorstellen.

Vóór de datum waarop het examen voor toelating in vaste dienst is gesteld, beraadslaagt de directieraad over de gezamenlijke verslagen en stelt hij aan de Minister voor, de stagiaire op het einde van de proeftijd af te danken of hem aan het examen voor toelating in vaste dienst te laten deelnemen.

Op gemotiveerd voorstel van de directieraad kan de Minister de proeftijd met een vierde van zijn normale duur verlengen, wanneer uitzonderlijke omstandigheden deze verlenging noodzakelijk maken. In zodanig geval moet de beslissing van de Minister met redenen omkleed zijn.

Artikel 59.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 60.-

De candidaten die in elk vak van dit examen 6/10 der punten behaald hebben, worden op het einde van de proeftijd door de Minister van Buitenlandse Zaken definitief tot de graad van kanselarij-opsteller benoemd.

.../...

Zij worden gerangschikt naar het gemiddelde der punten behaald in het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd en in het examen voor toelating in vaste dienst.

De niet geslaagde candidaten mogen zich drie maanden na de kennisgeving van de uitslag een tweede maal aanmelden; wanneer zij dan opnieuw mislukken, hebben zij recht op een opzeggingstermijn van drie maanden, met ingang van de dag waarop van de uitslag kennis is gegeven.

De candidaten, die voor het tweede examen zijn geslaagd, worden gerangschikt na degenen die in het eerste zijn geslaagd.

Artikelen 61 en 62.-

... (tekst van het ontwerp der Regering, mits het einde van artikel 62 als volgt te lezen : "... Zaken worden bepaald, met inachtneming van hun signalement, tot de graad van kanselarij-onderbureelhoofd worden bevorderd.") ...

Artikel 63.-

Alvorens in dienst te treden, leggen de personeelsleden de eed af, als bepaald bij de wet van 31 December 1851 op de consulaten en de consulaire rechtsmacht. Deze eed wordt in handen van de Minister van Buitenlandse Zaken of, bij verhindering, in handen van zijn gemachtigde afgelegd.

.../...

Afdeling 2.- Hiërarchie en bevorderingen.

Artikel 64.-

(De eerste drie leden zoals in de tekst van het ontwerp der Regering en verder :

"Na het examen, waarvan sprake in de vorige leden, afgelegd te hebben, worden de personeelsleden gerangschikt met inachtneming van de volgende factoren:

1° vijf punten per jaar hogere studiën;

2° de in de volgende examens bekomen uitslagen herleid tot een waardecijfer dat voor elk van die examens op ten hoogste 10 punten wordt berekend :
vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd;
examen voor toelating in vaste dienst;
examen als bedoeld in paragraaf 1 van dit artikel;

3° het signalement, waarvoor een op 10 punten berekend waardecijfer wordt toegekend.

De rangschikking geschiedt per groep personeelsleden die toegelaten zijn ingevolge hetzelfde vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd.) ...

Artikel 65.-

... (tekst van het ontwerp der Regering, mits "voorafgaand artikel" door "artikel 64" te vervangen) ...

.../...

Artikel 66.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 67.-

Behoudens andersluidende beslissing van de Minister is, in elke post in het buitenland, alleen het personeelslid dat de hoogste anciënniteit heeft in de hoogste graad, er toe gemachtigd om, naar gelang van het geval, de titel van kanselier van de ambassade, van het gezantschap, van het consulaat-generaal of van het consulaat te voeren. De andere kanselarij-directeurs en -bureelhoofden voeren de titel van adjunct-kanselier. De kanselarij-onderbureelhoofden en de kanselarij-opstellers voeren de titel van hun graad.

Wanneer deze personeelsleden in het hoofdbestuur fungeren, voeren zij de titel van de functies die zij vervullen.

Afdeling 3.- Diverse bepalingen.

Artikel 68.-

§ 1. Het bepaalde in de afdelingen 3, 4, 5 en 7 van hoofdstuk I betreffende de personeelsleden in de carrière buitenlandse dienst, alsmede het bepaalde in de artikelen 32 en 36 is toepasselijk op de personeelsleden der kanselarij-carrière.

.../...

Is er aanleiding tot bevordering, dan worden de signalementsdossiers der personeelsleden, die aan de reglementaire eisen voor bevordering voldoen, onderzocht door de directieraad die aan de Minister voorstellen doet welke gegrond zijn op de waarde der personeelsleden en hun geschiktheid tot het waarnemen der vacante betrekking.

Van die voorstellen wordt aan de betrokken personeelsleden kennis gegeven. Het personeelslid dat zich benadeeld acht, kan binnen tien dagen na de kennisgeving zijn bezwaar bij de directieraad indienen voordat enige beslissing wordt genomen.

§ 2. De personeelsleden der kanselarij-carrière worden van ambtswege gepensionneerd op de leeftijd van 65 jaar.

Zij kunnen evenwel na de eerste van de maand volgend op de maand tijdens welke zij de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt, in activiteit behouden worden voor een maximumperiode van zes maanden, wanneer zij, om gebiedende dienstredenen buiten hun wil, hun postverlof niet hebben kunnen nemen.

HOOFDSTUK IV.- CARRIERE VAN KANSELARIJ-SECRETARESSE.

Artikel 69.-

Om tot de carrière van kanselarij-secretaresse te worden toegelaten, moeten de candidaten aan de navolgende vereisten voldoen :

.../...

1° voldoen aan de in artikel 55, 2° tot 6°, gestelde toelatingsvereisten;

2° met goed gevolg het bij artikel 56 voorgeschreven examen voor toelating tot de proeftijd hebben afgelegd;

3° een proeftijd hebben doorgemaakt overeenkomstig het bepaalde in de artikeln 57 en 58;

4° geslaagd zijn voor het examen voor toelating in vaste dienst dat bij artikel 59 wordt geregeld.

Artikel 70.-

... (tekst van het ontwerp der Regering, mits de aanvang van het derde lid als volgt te lezen : "De niet geslaagde candidaten mogen zich drie maanden na de kennisgeving van de uitslag een tweede maal aanmelden.") ...

Artikel 71.-

De Minister van Buitenlandze Zaken bepaalt elk jaar of er redenen zijn om een vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd in te richten. Hij stelt het totaal getal der te begeven betrekkingen vast en het getal der betrekkingen die voorbehouden zijn voor de candidaten, die de examens in het Nederlands en voor degenen die ze in Frans afleggen.

Artikel 72.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

.../...

Artikel 73.-

Het bepaalde in de afdelingen 3, 5 en 7 van hoofdstuk I betreffende de personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst, alsmede het bepaalde in artikel 32 en in artikel 68, § 2, is toepasselijk op de kanselarij-secretaressen.

Alvorens in dienst te treden, leggen de kanselarij-secretaressen in handen van de Minister de eed af als bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 Juli 1831.

HOOFDSTUK V. - OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 74.-

De personeelsleden der carrière buitenlandse dienst worden gerangschikt overeenkomstig artikel 11, met inachtneming van hun vroegere graad en overeenkomstig de tabel in bijlage II van dit besluit. Zij behouden hun ancienniteit in graad.

Artikel 75.-

De klerken der vroegere kanselarij-carrière behouden hun graad tot de datum waarop zij, overeenkomstig artikel 16, laatste lid, van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, eventueel tot de graad van kanselarij-opsteller worden bevorderd.

.../...

Artikel 76.-

De personeelsleden van de vroegere kanselarij-carrière die geslaagd zijn voor het bevorderingsexamen voor de graad van kanselarij-onderbureelhoofd als bepaald bij artikel 78 van het reglement der buitenlandse diensten, vastgesteld bij het besluit van de Regent van 15 October 1946, kunnen tot de hogere graad bevorderd worden zonder een nieuw examen te moeten afleggen.

Artikel 77.-

De vrouwelijke personeelsleden met de graad van steno-typiste, steno-typiste-secretaresse of opsteller, die op de datum van inwerkingtreding van dit statuut 10 jaar goede dienst tellen, kunnen, zonder inachtneming van de diploma's waarvan zij houder zijn, tot het vergelijkend examen voor aanwerving van kanselarij-secretaressen toegelaten worden.

Artikel 78.-

De vrouwelijke personeelsleden der kanselarij-carrière die aan de bij artikel 55 gestelde vereisten inzake studiën voldoen, kunnen op hun verzoek met hun dienstancienniteit in de graad van kanselarij-secretaresse opgenomen worden.

Artikel 79.-

In afwijking van artikel 15 kunnen de personeelsleden van de 3de klasse die vóór 1 Januari 1947 in dienst zijn getreden, vóór de inwerkingtreding van dit statuut ten minste drie jaar dienst bij het hoofdbestuur (stage niet inbegrepen) en zes jaar ancienniteit in die graad tellen, tot de 2de klasse worden bevorderd.

.../...

Artikel 80.-

De personeelsleden van de carrière hoofdbestuur die vroeger naar de carrière buitenlandse dienst of naar de kanselarij-carrière overgeplaatst werden, kunnen, op hun verzoek, opnieuw in hun oorspronkelijke carrière worden opgenomen met de wedde die zij genieten.

Artikel 81.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 82.-

Het besluit van de Regent van 15 October 1946 tot vaststelling van het reglement der buitenlandse diensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel wordt opgeheven.

Artikel 83.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 84.-

Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Buitenlandse Handel zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te, ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister van Buitenlandse Handel,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat,		président
de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State,		voorzitter
G. HOLOYE,	conseillers d'Etat	
G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State	
P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation	
F. VAN GOETHEM,	bijzitters van de afdeling wetgeving	
G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Affaires étrangères.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Buitenlandse Zaken.

Le 1953.

De 1953.

Pour le Greffier du Conseil d'Etat,
Le Greffier adjoint,

Voor de Griffier van de Raad van State,
De Adjunct-griffier,

J. SAROT.